

Kenya/ Élection politique

Les Kényans ont voté en masse pour des élections âprement disputées

AFP
Nairobi /Kenya

LES Kényans, enthousiastes, se sont déplacés en nombre mardi pour des élections générales qui se sont déroulées sans incident notable, chacun attendant maintenant de connaître le résultat d'un scrutin présidentiel serré entre le sortant Uhuru Kenyatta et son opposant Raila Odinga. A Kisumu, bastion de l'opposition dans l'ouest du pays, le vote s'est déroulé dans le calme toute la journée, avec un taux de participation élevé selon les premières estimations. La population reste cependant méfiante envers le processus électoral. A Kondele, bidonville de Kisumu où ont éclaté les manifestations en 2007 après la victoire contestée de Mwai

Kibaki, plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées autour de leur station de vote pour « surveiller » le dépouillement.

« Chers citoyens, nous déclarons notre bureau de vote officiellement fermé », annonce Roselyne Ochieng, agent de la commission électorale. Dans son bureau de vote la participation frôle les 80%. « C'est grâce, dit-elle, au Kiems », le kit d'identification biométrique des votants, qui a accéléré le processus par rapport aux années précédentes. A Kondele, les habitants se sont également mobilisés, comme Kennedy Maina, qui a amené 15 personnes de son quartier jusqu'au bureau de vote : « Nous avons ramené tous les gens qui n'avaient pas voté. Et les taxis-moto ont aussi participé, en conduisant les électeurs ici sans les faire payer.



Photo : D.R.

Qui de Uhuru Kenyatta (g), président sortant ou de Raila Odinga remportera l'élection présidentielle ?

« Alors que le bureau vient de fermer, une centaine de personnes se rassemble aux alentours. Un jeune homme qui a préféré rester anonyme explique les raisons de cette présence : « Je suis ici pour surveiller le décompte des voix, et l'annonce des résultats par l'agent de la commission électorale dans ce bureau de vote. Étant donné que j'ai le droit de vote, je dois savoir si mon vote compte.

Et il pourrait ne pas compter, à cause de certains qui pourraient vouloir truquer les élections. C'est vrai, et c'est courant au Kenya ».

Pour de nombreux observateurs, la crédibilité du scrutin repose sur la fiabilité du système biométrique et de transmission électronique des résultats. Le bon déroulement du scrutin a valu à l'IEBC les félicitations de la coalition d'opposition (Nasa). Celle-ci, qui n'avait pourtant pas

ménagé ses critiques à son encontre lors de la campagne, s'est dite "largement impressionnée" par son travail.

Pour rappel, 19,6 millions d'électeurs étaient appelés à départager Uhuru Kenyatta, fils du premier président du Kenya indépendant, et Raila Odinga, vétéran de la politique kényane, candidat pour la quatrième et probablement dernière fois à la présidentielle.

Les deux hommes se sont dit confiants dans leur victoire. M. Odinga, 72 ans, a accusé le pouvoir de vouloir truquer l'élection tout au long d'une campagne acrimonieuse qui a fait resurgir le spectre des violences électorales de 2007-2008 qui avaient fait au moins 1.100 morts et plus de 600.000 déplacés. Lors du scrutin de 2013, il avait failli à la mi-journée, ce qui avait obligé la com-

mission à basculer sur le système manuel, alimentant les accusations de fraude électorale.

Le vote au Kenya se joue plus sur des sentiments d'appartenance ethnique que sur des programmes, et MM. Kenyatta (un Kikuyu) et Odinga (un Luo) ont mis sur pied deux puissantes alliances électorales.

M. Kenyatta, 55 ans, et son vice-président William Ruto (un Kalenjin) ont mis en avant leur bilan économique: depuis 2013, le pays a aligné des taux de croissance à plus de 5% et développé ses infrastructures, dont la nouvelle ligne ferroviaire entre Nairobi et le port de Mombasa, sur l'océan Indien.

Le scrutin a donné lieu au déploiement sans précédent de plus de 150.000 membres des forces de sécurité.

Afrique du Sud/ Parlement

Échec de la nouvelle motion de défiance contre Zuma

AFP
Le Cap/ Afrique du Sud

LES députés sud-africains ont voté mardi contre une motion de défiance visant le controversé chef de l'Etat Jacob Zuma, a annoncé la présidente du Parlement Baleka Mbete. "Les résultats du vote sont les suivants: 177 en faveur

de la motion, 198 contre et 9 abstentions", a déclaré Baleka Mbete, sous les acclamations des parlementaires de la majorité. Pour passer, la motion devait recueillir au moins 201 voix. L'opposition comptait sur le vote à bulletin secret pour rallier des députés de la majorité. Seule une trentaine d'entre eux a franchi ce pas, insuffisant pour



Photo : D.R.

pousser Jacob Zuma vers la sortie.

"Le Parlement a rejeté la tentative de faire tomber le gouvernement. Nous avons toute confiance en nos députés pour faire

Les députés sud-africains, hier, au Cap, lors de la motion de censure visant le président Zuma.

échouer cette motion et c'est ce que nous avons fait", se sont réjouis les députés du Congrès national africain (ANC, au pouvoir) dans un communiqué.

Pour la quatrième fois depuis 2015, Jacob Zuma a donc réussi à limiter la contestation interne et à conserver son poste, malgré les scandales de corruption, la récession et le chômage record (27,7%).

RD Congo/ Opposition

Kinshasa au ralenti, restrictions sur les réseaux sociaux

AFP
Kinshasa/ RDC

L'OPPOSITION au président Joseph Kabila en République démocratique du Congo a testé mardi sa capacité de mobilisation avec une journée "ville morte" diversement suivie, première d'une série d'actions pour tenter d'obtenir le départ du chef de l'Etat. A la veille de ces deux journées mardi et mercredi, les autorités ont demandé aux opérateurs de téléphonie mobile de restreindre les échanges d'images sur les réseaux sociaux, alors que des violences meurtrières ont éclaté lundi à Kinshasa. Sans être à l'arrêt total, l'activité tournait au ralenti en matinée dans la capitale où l'opposition avait invité les habitants à rester chez eux pour paralyser l'économie. Les deux-tiers des commerces étaient fermés, de même que les banques, ont constaté des journa-

listes de l'AFP. La circulation dans la mégapole aux 10 millions d'habitants était plus fluide qu'un jour de semaine ordinaire, et les bus des transports publics moins bondés qu'à l'accoutumée, sous l'œil d'une importante présence militaire et policière.

"Tout est fermé. La ville est paralysée. C'est pour que (le président de la Commission électorale) Corneille Nangaa sorte un calendrier global pour les élections", a déclaré à l'AFP un Kinois, Kiki Kalombo.

A Lubumbashi (sud-est), capitale économique aux quatre millions d'habitants, le grand marché aux poissons était fermé après des incidents impliquant des jeunes manifestants dispersés par la police et l'armée. Dans les autres quartiers, le chef-lieu du Katanga présentait un aspect ordinaire.

"La politique des villes mortes n'a jamais donné les résultats escomptés. Mon commerce est fermé. J'ai perdu des clients. L'écono-



Photo : AFP

L'opposition a festé hier mardi sa capacité de mobilisation avec une journée "morte" dans la ville de Kinshasa.

mie du pays est par terre", affirme Alexandre, propriétaire d'un dépôt de poisson, qui préférerait un "homme fort" pour faire partir le président Kabila. A Goma, capitale de la province du Nord-Kivu dans l'est du pays sous tension depuis 20 ans, un déploiement important de la police anti-émeute était visible aux grands carrefours, selon un correspondant de l'AFP. Quelques dizaines de jeunes ont tenté de barricader les rues avec des pierres.

A Kananga, principale ville du Kasai, région qui subit des violences depuis un an et fief de l'opposition, les banques, stations-service et commerces fonctionnaient normalement, selon un autre correspondant de l'AFP. La vie était également normale à Bukavu (Sud-Kivu), Bunia et Kisangani, grande ville du nord-est.

A la veille de ces deux journées, et après les violences lundi dans la capitale, les cinq opérateurs de téléphonie mobile ont été

priés de prendre des "mesures techniques préventives susceptibles de réduire au strict minimum la capacité de transmission des images" sur les réseaux sociaux.

Une lettre de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications du Congo (ARPTC) énumère 18 réseaux sociaux concernés dont Facebook, Whatsapp, Twitter, Google+, le réseau professionnel LinkedIn, le site de rencontres Badoo... "Vous recevrez, par la même voie, instruction de revenir à la normale dès que possible", conclut le courrier.

Pour rappel, lundi, des violences ont fait au moins douze morts par "balles perdues" dans plusieurs quartiers de Kinshasa, d'après la police qui a accusé un mouvement politico-religieux hostile au président Joseph Kabila. Au pouvoir depuis 2001, le président Kabila doit selon l'actuelle Constitution quitter le pouvoir après son deuxième mandat qui pris

fin le 20 décembre 2016. Des élections devaient avoir lieu d'ici fin 2017, d'après un accord pouvoir-opposition du 31 décembre 2016. Le Premier ministre Bruno Tshibala a déclaré samedi que le "cap est mis" sur les élections, sans préciser de date. La Commission électorale (Céni) a indiqué que les violences au Kasai retardent le recensement complet des quelque 45 millions d'électeurs potentiels.

Les deux journées "ville morte" ont été organisées par le Rassemblement de l'opposition, qui prévoit aussi des réunions publiques le 20 août et des appels à la désobéissance civile à partir du 1er octobre.

L'instabilité politique en RDC, géant au cœur de l'Afrique (70 millions d'habitants, 2,3 millions de km2, neuf frontières), inquiète la communauté internationale.